



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

code des marchés publics

Question écrite n° 5149

Texte de la question

M. Jean-Claude Lenoir appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les dysfonctionnements du système actuel d'attribution des marchés sur appel d'offres. Il apparaît, en effet, que l'attribution trop systématique des marchés au moins-disant peut conduire à des difficultés ultérieures d'exécution. En remettant volontairement des offres très basses, afin d'éliminer leurs concurrents, certaines entreprises sont conduites à baisser la qualité de leurs prestations. Il s'ensuit une précarisation de l'emploi et une diminution à moyen terme des recettes fiscales et sociales. Cette situation est de ce fait très préoccupante pour la pérennité de notre tissu économique. C'est pourquoi il semblerait souhaitable que l'appréciation globale des offres ne se limite pas au seul critère du prix. Il lui demande de préciser les adaptations qu'il entend apporter au code des marchés publics afin de remédier à cet état de fait particulièrement pénalisant pour les entreprises de petite taille.

Texte de la réponse

Le Gouvernement, attaché à l'efficacité et à la transparence de l'action publique, ces principes s'appliquant évidemment à la commande publique, a engagé une réflexion d'ensemble afin de poursuivre l'analyse menée antérieurement, et de procéder aux approfondissements qui pourraient être nécessaires. A ce titre, la question des offres anormalement basses fait l'objet d'un examen particulièrement attentif, de même que la démarche du « mieux-disant ». Sur ce dernier point, et sans préjuger dès à présent des mesures qui pourront être définitivement envisagées, l'objectif du Gouvernement est de promouvoir une approche rigoureuse, fondée sur des critères objectifs, non discriminatoires et adaptés aux besoins de l'acheteur public. Cette réforme aboutira dans l'année 1998.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Lenoir](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5149

Rubrique : Marchés publics

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 1997, page 3639

Réponse publiée le : 16 février 1998, page 866